



Communiqué de presse conjoint UA / ARC

Nous devons modifier notre architecture des risques de catastrophe alors que les catastrophes climatiques menacent le continent africain - PDG d'ARC Limited à l'occasion de la Journée internationale de la réduction des risques de catastrophe

- Le changement climatique doit être notre plus grande priorité dans l'espace de réduction des risques de catastrophe
- L'Afrique doit renforcer sa résilience de manière proactive si elle veut changer l'architecture des risques de catastrophe

JOHANNESBURG, 13 OCTOBRE 2021 - À l'approche de la COP26, nous devrions nous concentrer sur l'impact dévastateur du changement climatique alors que nous célébrons aujourd'hui la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophe, observée chaque année pour sensibiliser au risque de catastrophe.

C'est ce qu'affirme Lesley Ndlovu, PDG d'African Risk Capacity (ARC) Limited, une compagnie d'assurance spécialisée qui offre aux pays africains une couverture paramétrique contre les événements climatiques extrêmes et les catastrophes naturelles.

L'humanité a tiré la sonnette d'alarme sur les questions de changement climatique, suite à la récente publication du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et à l'intérêt accru des médias pour les négociations climatiques de l'ONU en novembre.

En Afrique, le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GAR) des Nations unies sur la sécheresse a averti que la sécheresse pourrait bien être la prochaine pandémie, l'Afrique étant confrontée à des "dommages collatéraux exponentiels" présentant des risques systémiques pour ses économies, ses investissements en infrastructures, ses systèmes d'approvisionnement en eau et en nourriture, sa santé publique, son agriculture et ses moyens de subsistance, et menaçant de réduire à néant ses modestes avancées en matière de développement et de sombrer dans des niveaux plus élevés d'extrême pauvreté.

Il n'y a tout simplement pas de temps à perdre pour "agir de manière décisive".

Modifier l'architecture des risques de catastrophe

M. Ndlovu plaide en faveur d'une modification de l'architecture actuelle des risques de catastrophe. Il estime que la réponse est trop lente, inefficace et réactive, alors que les catastrophes climatiques menacent de plus en plus l'Afrique, un continent qui supporte le poids du changement climatique, mais qui a le moins contribué aux émissions climatiques.

"Il faut beaucoup trop de temps aux pays africains pour mobiliser les ressources immédiates dont ils ont besoin pour les opérations de secours, pour sauver des vies et des moyens de subsistance. La réponse traditionnelle aux catastrophes est extrêmement lente et inefficace et, le temps que les gouvernements et les ONG réunissent suffisamment d'argent pour réagir de manière significative, le

problème s'est considérablement aggravé et des fonds supplémentaires sont nécessaires", explique M. Ndlovu.

Le rôle du groupe ARC en tant qu'assureur paramétrique est d'une importance capitale pour renforcer la résilience et faire en sorte qu'un pays soit capable de rebondir rapidement après une catastrophe naturelle. "Nous surveillons les précipitations des pays faisant partie du pool de risques et les paiements d'assurance souveraine d'ARC Limited sont déclenchés lorsque le système révèle qu'il n'y a pas eu assez de pluie, avant que les sécheresses n'atteignent le stade de la crise, que les agriculteurs n'aient plus rien et que les gens meurent de faim", explique M. Ndlovu.

Le programme aide également les pays à renforcer leur capacité à gérer les risques liés au climat. Il tente ainsi de faire évoluer l'architecture de la gestion des risques de catastrophe vers une approche proactive et non réactive, explique M. Ndlovu.

"Lorsqu'on aborde l'atténuation et la gestion des risques, il faut examiner les raisons pour lesquelles les gouvernements n'agissent pas. En matière d'assurance, l'un des problèmes à résoudre est celui de l'accessibilité des primes, car il est assez coûteux de s'assurer contre les catastrophes naturelles et le paiement des primes entre en concurrence avec d'autres priorités nationales", explique M. Ndlovu.

Les souverains qui participent au programme ARC doivent également élaborer un plan d'urgence qui définit à un niveau très élevé la manière dont le gouvernement dépensera les indemnités d'assurance qu'il recevra d'ARC Limited.

"Grâce à ce plan, nous nous assurons que les fonds parviennent aux bénéficiaires prévus. Le fait d'avoir un plan augmente considérablement la vitesse d'exécution, car au moment où le gouvernement reçoit le financement, il a déjà un plan sur la façon de le déboursier", dit-il.

L'assurance renforce la résilience

Emily Jones, conseillère en financement des risques liés au climat et aux catastrophes pour le PAM, souligne la difficulté de convaincre les autorités d'être plus proactives que réactives lorsqu'il s'agit de prévenir les souffrances humaines et les difficultés lorsque des événements comme la sécheresse se produisent.

"Malheureusement, aucune personne ou organisation ne peut à elle seule opérer le changement nécessaire. Le changement commence par le renforcement de la résilience et l'assurance joue un rôle important à cet égard, en particulier dans le cadre du changement climatique", déclare M. Jones.

Les gouvernements paient une prime chaque année et reçoivent le paiement convenu si et quand une catastrophe prévue se produit. "Cet argent peut alors être utilisé pour aider les personnes touchées, le reste du versement servant à couvrir d'autres conséquences qui n'étaient peut-être pas prévues, comme un conflit ou une perte de progrès en termes d'importants projets de développement local", poursuit-elle.

"Les humanitaires s'efforcent de mettre en évidence la nécessité de prévoir les crises et d'agir avant qu'elles ne se manifestent pour éviter la souffrance humaine. Après tout, pourquoi attendre si ce n'est pas nécessaire ?"

ARC Limited est la première entreprise africaine à rejoindre l'Alliance des propriétaires d'actifs nets zéro, convoquée par les Nations unies. Avec 100 millions de dollars américains dans sa cagnotte, l'organisation dispose du plus grand bilan dédié aux risques climatiques en Afrique.

Se termine par

Pour plus d'informations sur le groupe ARC, ou pour organiser une interview, veuillez contacter Chinedu Moghalu, responsable principal de la communication à African Risk Capacity sur chinedu.moghalu@arc.int; ou contactez Claire Lathe sur claire@bigambitions.co.za et +27 (0) 84 245 2189.

À propos d'ARC Limited

The African Risk Capacity Limited (ARC Ltd) est une filiale financière de l'African Risk Capacity (ARC), une agence spécialisée de l'Union africaine (UA), une initiative conçue pour améliorer les réponses actuelles aux urgences de sécurité alimentaire liées au climat.

ARC Ltd est une structure d'assurance mutuelle composée de ses membres, parmi lesquels le Kenya, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Mali, le Malawi, la Gambie, le Burkina Faso, le Tchad, le Zimbabwe, le Togo, Madagascar et la Zambie.

L'adhésion comprend également ses contributeurs de capitaux qui ont fourni des subventions de primes, y compris USAID, FCDO SWISS, KFW/BMZ, IFAD, AFDB, WFP et STARTNETWORK.